



## WDR 2011 | LES FAITS ET LES CHIFFRES

## CONSÉQUENCES DES CONFLITS VIOLENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT...

**Zéro**

**AUCUN** pays fragile à faible revenu ou touché par un conflit n'a encore atteint un seul objectif de développement pour le Millénaire.

**20  
points de  
pourcentage**

Les taux de pauvreté sont plus élevés de **20 points** de pourcentage dans les pays qui ont été en proie à des cycles répétés de violence au cours des 30 dernières années. Chaque fois qu'un pays est en proie à des violences pendant un an, l'écart de pauvreté se creuse de près d'un point de pourcentage.

**1,5  
milliard**

**1,5 milliard d'êtres humains** vivent dans des pays qui sont actuellement en proie à des violences ou qui se remettent de situations caractérisées par des violences politiques, la fragilité et/ou des taux d'homicide élevés

**2,  
1,5 et  
3 fois**

Les êtres humains vivant des pays actuellement touchés par la violence courent un risque **deux fois** plus élevé de souffrir de sous-alimentation et **50 %** plus élevé d'être pauvres. Leurs enfants courent un risque **trois fois** plus élevé de ne pas être scolarisés

**42  
millions**

**42 millions de personnes** (ce qui correspond approximativement à la population totale du Canada ou de la Pologne) sont aujourd'hui déplacées par suite de conflits, de violences ou d'abus des droits de l'homme. 15 millions d'entre elles sont réfugiées dans un autre pays et 27 millions sont déplacées dans leur propre pays.

## RAISONS D'ÊTRE DES VIOLENCES ...

**43 %**

Les pays ayant récemment connu des abus des droits de l'homme sont bien plus exposés au risque de conflit que ceux qui ont une longue tradition du respect des droits de la personne humaine. Chaque **passage à l'échelon supérieur** sur l'échelle à cinq niveaux de la terreur politique (Political Terror Scale) – qui couvre les détentions arbitraires au motif d'activités politiques non violentes, la torture, les disparitions, et les exécutions extrajudiciaires – entraîne un accroissement de plus de **43 %** du risque de guerre civile dans les cinq années qui suivent.

**30 - 45 %**

Les pays où l'efficacité de l'administration, l'état de droit et la lutte contre la corruption sont déficients courent un risque de **30 à 45 %** plus élevé de devenir le théâtre d'une guerre civile et un risque sensiblement accru de connaître des violences criminelles extrêmes que d'autres pays en développement.

## DES VIOLENCES RÉPÉTÉES ET IMBRIQUÉES ...

**90 %**

**90 %** des guerres civiles observées au XXI<sup>e</sup> siècle se sont déroulées dans des pays qui avaient déjà connu un conflit civil au cours des 30 années précédentes.

**WDR 2011 | LES FAITS ET LES CHIFFRES****Double**

Au Guatemala, les violences criminelles font maintenant plus de victimes chaque année que la guerre civile dans les années 80. En fait, les homicides intentionnels représentent **près du double** du nombre moyen de morts au combat durant la guerre civile des années 80.

**USD 153 milliards**

La valeur du commerce mondial de cocaïne et d'héroïne, qui sont pour l'essentiel produits dans des pays touchés par des conflits et en proie à la violence, est estimée à **153 milliards de dollars**<sup>1</sup>. Le trafic de stupéfiants est la plus importante source de revenu de la criminalité organisée dans le monde et produit un montant du même ordre de grandeur que l'aide publique au développement (APD) qui s'est chiffrée à 110 milliards de dollars en 2010.

**RÉTABLISSEMENT DE LA CONFIANCE ET TRANSFORMATION DES INSTITUTIONS...****15 - 30 ans**

Calendriers réalistes : il a fallu entre **15 et 30 ans** – une génération – aux pays qui ont connu les transformations les plus rapides au XX<sup>e</sup> siècle pour qu'ils relèvent les performances de leurs institutions de niveaux caractéristiques de situations très fragiles à des niveaux indiquant une plus grande solidité. Plus précisément, il a fallu, en moyenne, 17 ans pour réduire l'ingérence des militaires dans la sphère politique et 27 ans pour réduire la corruption et mettre en place des systèmes de lutte contre la corruption reposant sur des règles.

**244**

Éviter les mesures trop nombreuses : entre 2001 and 2009, le Gouvernement afghan a adopté **244** lois, décrets législatifs, réglementations, amendements et suppléments aux lois et réglementations, et décrets d'abrogation. Il a également signé 19 chartes, conventions, accords et protocoles.

**AIDE INTERNATIONALE ET GOUVERNANCE MONDIALE ...****Zéro**

Les objectifs de développement pour le Millénaire ne font **aucune** référence à la sécurité des citoyens et à la justice, qui sont toutefois des attentes majeures des populations dans les États fragiles et touchés par un conflit.

**Deux fois plus volatile**

La volatilité de l'aide est un problème majeur dans le cadre du renforcement des institutions : au cours des 20 dernières années, les flux d'aide accordés aux pays en proie à la violence pendant une vingtaine d'années ont été, en moyenne, **deux fois plus instables** que ceux accordés aux autres pays. La volatilité des recettes a des impacts considérables pour tous les États, mais plus encore pour les pays dans des situations fragiles car elle peut compromettre les efforts de réforme et perturber le renforcement des institutions.

**> 1 an et****> 3 ans**

La courte durée des projets peut compromettre l'édification d'institutions solides : selon une étude de la Commission européenne, **63 %** de tous les projets des donateurs au Cambodge ont une durée inférieure à trois ans, et plus d'un tiers de tous les projets ont une durée inférieure à un an.

**17 contre 455**

Les accords juridiques qui définissent les normes de leadership national responsable sont devenus plus complexes. La Convention pour la prévention et la répression du crime de

<sup>1</sup> Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2010

**WDR 2011 | LES FAITS ET LES CHIFFRES**

génocide, adoptée par les Nations Unies en 1948, contient **17** paragraphes clés, alors que la Convention contre la corruption de 2003 en comprend **455**.

**DIFFUSION DES CONFLITS ...**

**USD 5,7 -  
11,2  
milliards**

Les actes de piraterie maritime auraient, selon les estimations, un coût économique direct compris entre **5,7** et **11,2 milliards de dollars**, y compris le montant des rançons et les coûts encourus par suite du changement d'itinéraire des navires et des assurances. Les efforts déployés à l'échelle mondiale pour maîtriser et décourager les actes de piraterie ont coûté, selon les estimations, **1,7** et **4,5 milliards de dollars** en 2010.

**0,7 %**

Les retombées économiques pour les pays touchés par un conflit sont souvent considérables. Selon les estimations, un pays perd **0,7 %** de son PIB annuel pour chaque pays voisin en proie à une guerre civile.

**15 %**

Dans les quatre semaines qui ont suivi le début du soulèvement en Libye, les cours mondiaux du pétrole ont augmenté de **15 %**.



## WDR 2011 | TABLEAUX ET GRAPHIQUES

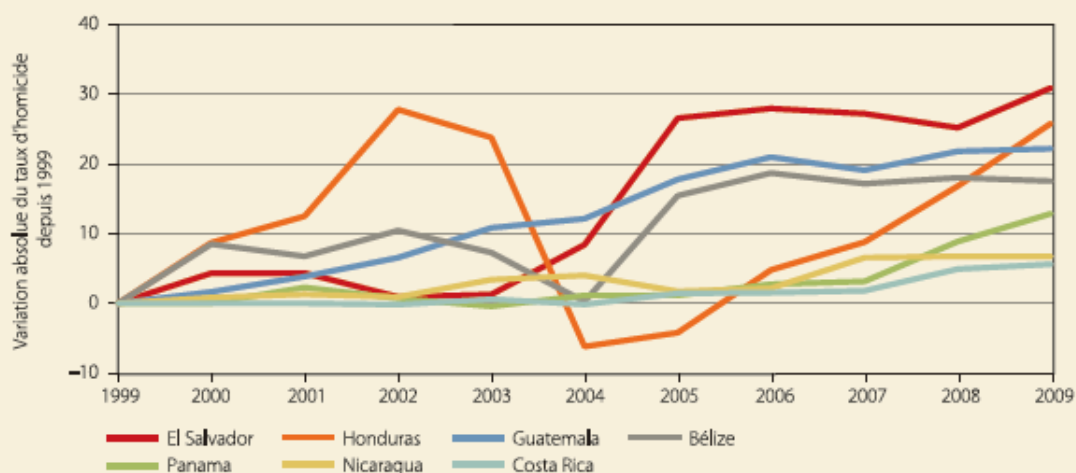
## ÉVOLUTION DE LA VIOLENCE ...

**Les épisodes de violence ont tendance à se répéter :** Rares sont les pays qui sortent définitivement d'un conflit. La proportion d'épisodes de violence qui frappent des pays précédemment touchés par un conflit ne cesse de croître depuis les années 60, et toutes les guerres civiles qui remontent à 2003 concernent des pays ayant déjà connu un conflit civil.

Décennie	Épisodes de violence dans des pays n'ayant pas connu de conflit antérieur (%)	Épisodes de violence dans des pays ayant connu un conflit antérieur (%)	Nombre d'épisodes de violence
Années 60	57	43	35
Années 70	43	57	44
Années 80	38	62	39
Années 90	33	67	81
Années 2000	10	90	39

Source : Walter (2010) ; données calculées par l'équipe du Rapport sur le développement dans le monde.  
Note : les conflits antérieurs comprennent tous les conflits majeurs survenus depuis 1945.

**La violence criminelle organisée menace le processus de paix :** Depuis 1999, les homicides sont en augmentation dans tous les pays d'Amérique centrale, y compris ceux qui avaient le plus avancé dans la voie du traitement des conflits politiques — et ce constat n'est pas isolé ; des pays tels que l'Afrique du Sud sont confrontés à des défis de seconde génération de nature similaire.



Sources : Données calculées par l'équipe du Rapport sur le développement dans le monde à partir des statistiques de l'ONU DC 2007 ; ONU DC et Région Amérique latine et Caraïbes (LAC) de la Banque mondiale 2007 ; et sources nationales.

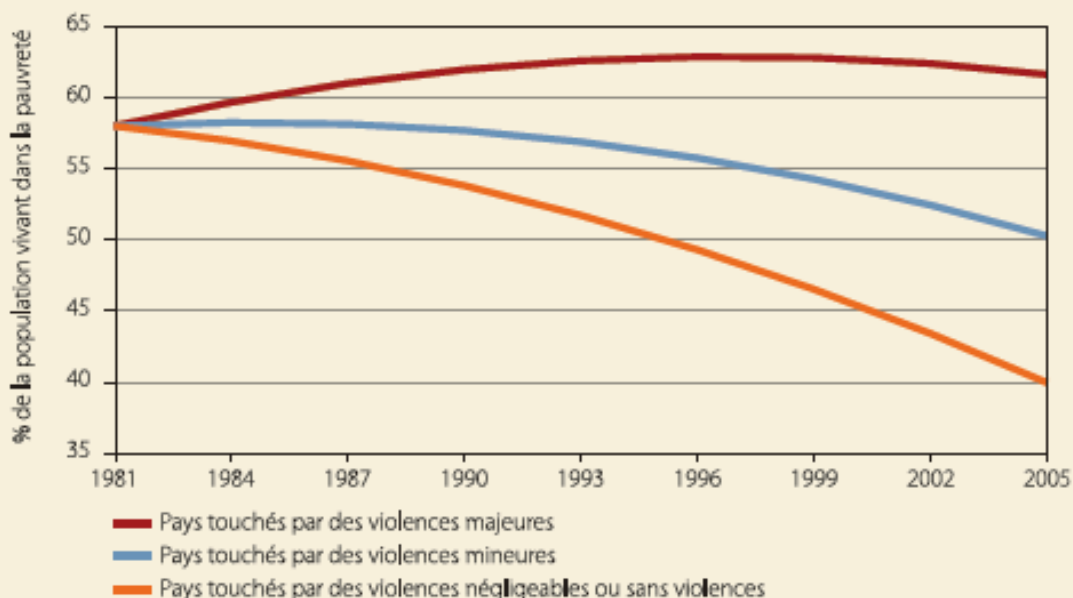
Note : Taux d'homicide (année de base 1999=0).



## LA VIOLENCE ENTRAVE LE DÉVELOPPEMENT ...

**L'écart de pauvreté se creuse entre les pays touchés par la violence et les autres :**

De nouvelles données sur la pauvreté révèlent que celle-ci recule dans la majeure partie du globe, mais plus lentement dans les pays où sévit la violence. Chaque fois qu'un pays connaît pendant trois ans des violences majeures (morts dans des combats ou nombre excessif de morts par homicide équivalant à une guerre majeure), l'écart de pauvreté se creuse de 2,7 points de pourcentage.



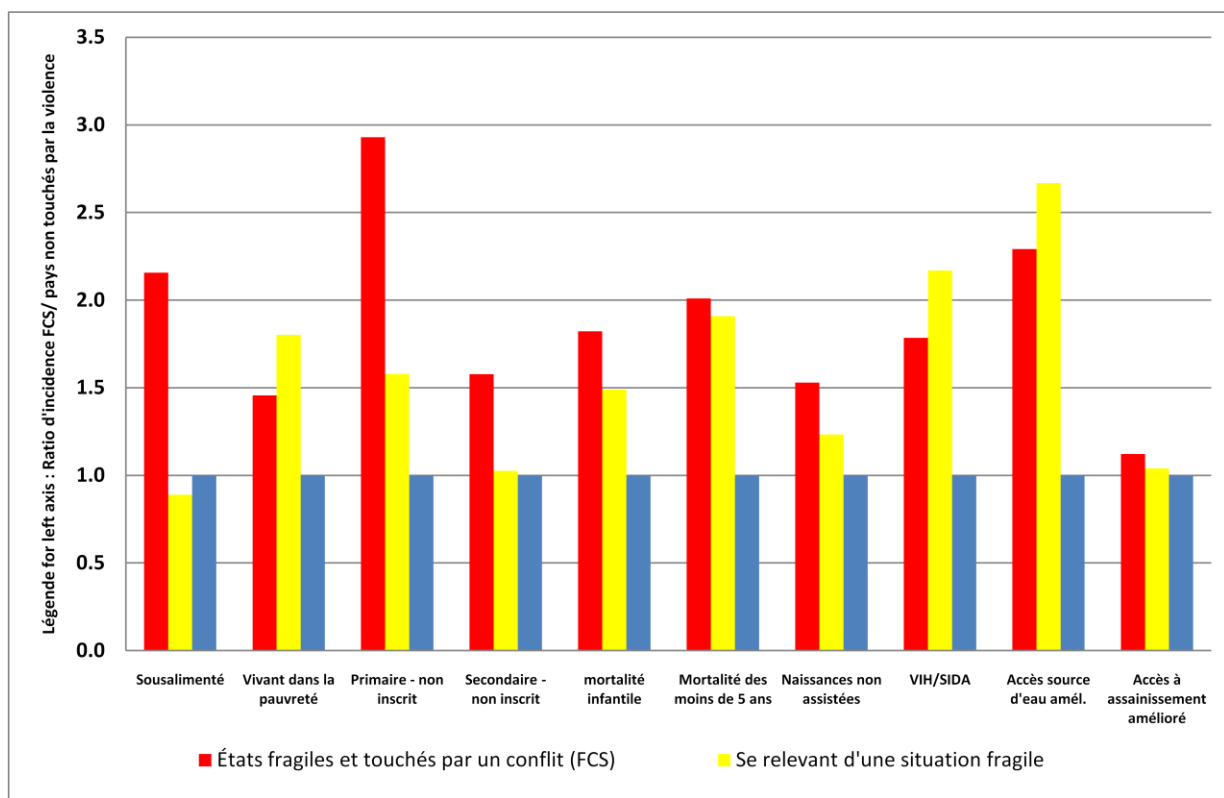
Sources : Données calculées par l'équipe du *Rapport sur le développement dans le monde* à partir des statistiques sur la pauvreté établies par Chen, Ravallion et Sangraula 2008 (disponibles sur POVCALNET (<http://iresearch.worldbank.org>)).

Note : la population pauvre est le pourcentage de la population ayant moins de 1,25 dollar par jour pour vivre.



## ET LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE ...

**La violence est le principal obstacle à la réalisation des ODM :** Un enfant vivant dans un État fragile ou touché par un conflit est deux fois plus susceptible d'être sous-alimenté qu'un enfant d'un autre pays en développement — et courent trois fois plus de risque de ne pas faire d'études primaires.



Sources : Banque mondiale 2010n; WCalculs de l'équipe du WDR sur la base de Gates *et al.* 2010.

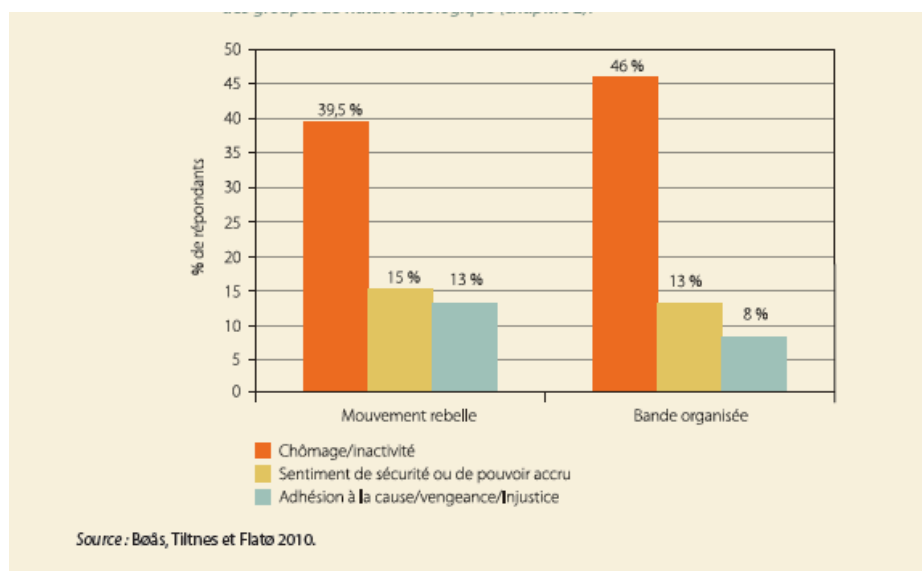
Note : la Figure 1.6a indique l'incidence de chacun des problèmes associés à la non-réalisation des ODM par les tats fragiles, touchés par un conflit ou se relevant d'une telle situation par rapport à la valeur correspondante pour tous les autres pays en développement. Le ratio est pondéré par les effectifs de population touchés, de sorte que chaque colonne représente le risque relatif d'être touché d'une personne d'vivant ans un FCS par rapport à un habitant d'un pays non FCS : par exemple, les enfants en âge de fréquenter l'école primaire courent trois plus de risques de ne pas être scolarisés dans les États fragiles et touchés par un conflit que dans les autres pays en développement



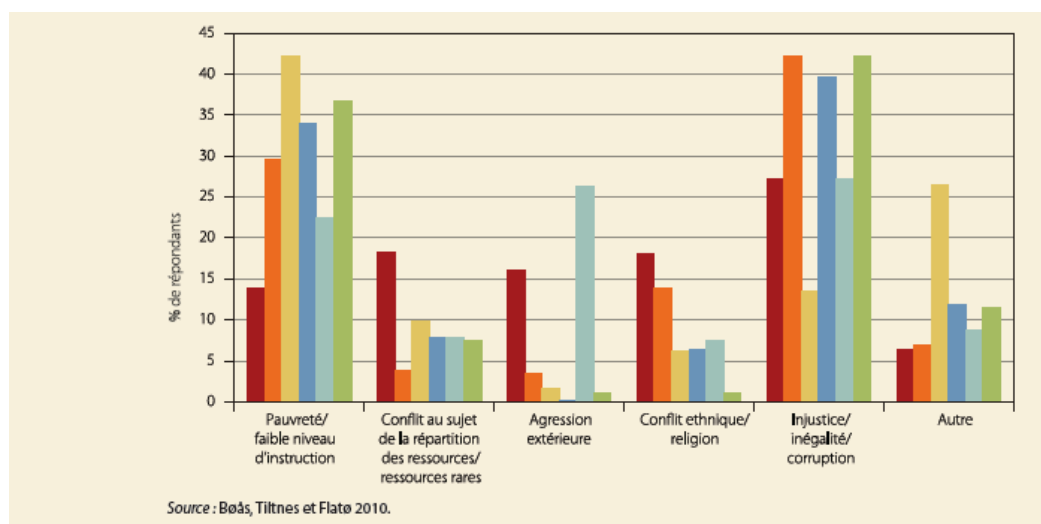
## WDR 2011 | TABLEAUX ET GRAPHIQUES

## LES CAUSES DE LA VIOLENCE ...

**Qu'est-ce qui pousse un être humain à se rallier à un mouvement rebelle ou une bande organisée ?** Des enquêtes ont été menées dans six pays et territoires frappés par la violence, les raisons qui poussent les jeunes à rejoindre un mouvement rebelle ou une bande criminelle organisée sont très similaires — la principale étant dans les deux cas le chômage. Ces motifs ne sont pas nécessairement ceux des militants recrutés par des groupes de nature idéologique.



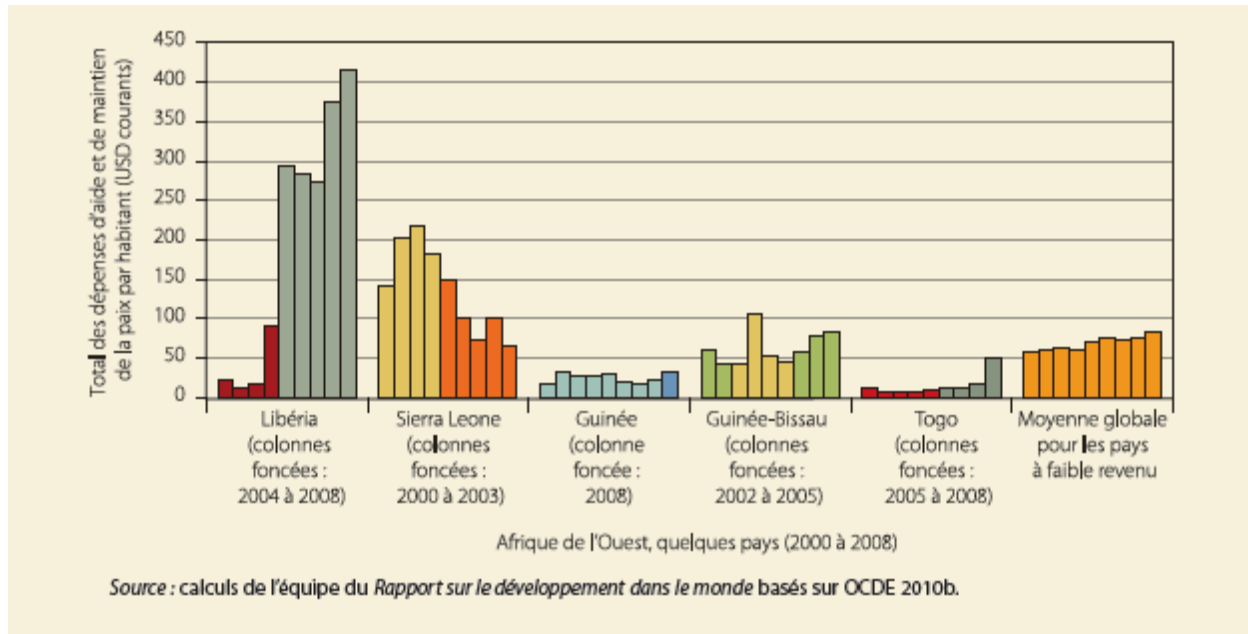
**Quelles sont les principales causes de conflit selon les citoyens ?** Des enquêtes ont été menées dans six pays et territoires frappés par la violence, sur la base d'échantillons représentatifs regroupant divers pays et sous-régions. D'après les personnes interrogées, les conflits sont principalement dus à des revendications liées au bien-être économique des individus (pauvreté, chômage) et à l'injustice (notamment les inégalités et la corruption).



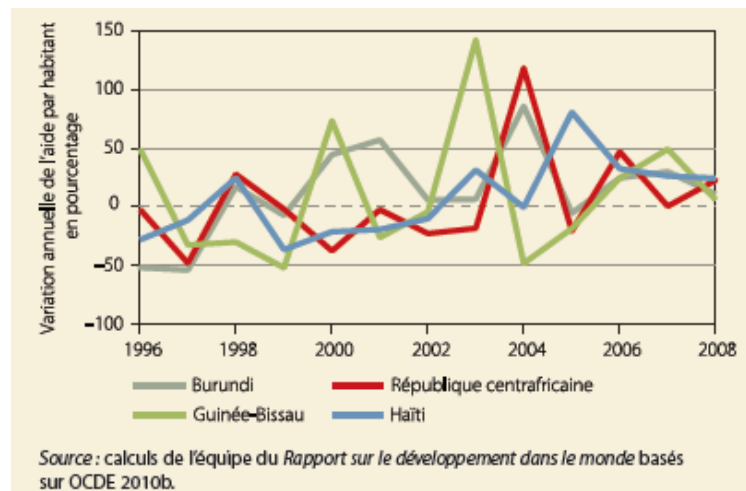
## WDR 2011 | TABLEAUX ET GRAPHIQUES

## AIDE INTERNATIONALE AUX PAYS TOUCHÉS PAR LA VIOLENCE ...

**L'action de la communauté internationale en Afrique de l'Ouest est déséquilibrée : l'aide aux pays sortant d'un conflit prend le pas sur la prévention :** L'utilisation d'un critère de progrès ponctuel et les difficultés liées aux actions de prévention ont entraîné une focalisation excessive sur les questions de transition à l'issue de conflits. Le montant de l'aide et des opérations de maintien de la paix mises en œuvre au profit des pays sortant d'une guerre civile est bien supérieur au montant de l'aide fournie aux pays qui s'efforcent de prévenir une escalade de leurs conflits.



**L'aide par à-coups : la volatilité dans quelques États fragiles :** Les quatre pays mentionnés ci-dessous illustrent le problème de la volatilité de l'aide. Il n'était pas rare que l'aide totale accordée au Burundi, à la République centrafricaine, à la Guinée-Bissau et à Haïti chute de 20 à 30 % une année avant d'augmenter de 50 % l'année suivante (la prise en compte de l'aide humanitaire et de l'allègement de la dette, qui ne sont pas inclus dans ces statistiques, rehausserait encore le niveau de volatilité).





## WDR 2011 | TABLEAUX ET GRAPHIQUES

**Temps nécessaire pour établir un niveau de capacité institutionnel minimum :** Le tableau indique le temps qu'il a fallu aux pays appartenant à la catégorie des pays « fragiles » pour mettre en place une gouvernance jugée « suffisamment bonne » sur la base d'une série d'indicateurs des capacités de l'État et des institutions. Même si l'on considère la trajectoire de transformation institutionnelle la plus optimiste, il faut plus de dix ans à un pays pour assurer une gouvernance « suffisamment bonne » ; une période de 15 à 30 ans est nettement plus réaliste.

Indicateur	Nombre d'années jusqu'au niveau de gouvernance minimum	
	Pour les 20 pays les plus rapides	Pour le pays qui a dépassé le niveau minimum le plus rapidement
Qualité des services de l'administration publique (0-4)	20	12
Corruption (0-6)	27	14
Présence de militaires dans la sphère politique (0-6)	17	10
Efficacité des administrations publiques	36	13
Lutte contre la corruption	27	16
État de droit	41	17

Source : Pritchett et de Weijer 2010.

Note : Calculs basés sur les indicateurs du International Country Risk Guide qui classent les pays sur une échelle de 0 à 4 sur la période 1985-2009. La colonne intitulée « Pour les 20 pays les plus rapides » indique le nombre d'années moyen requis par ces pays pour atteindre un niveau de gouvernance minimum ; la seconde indique le nombre d'années requis pour le pays qui a dépassé le niveau minimum le plus rapidement pour atteindre le niveau de base d'un indicateur.